GG

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 45.046/2/V
DU 8 SEPTEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 30 juillet 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 15 septembre 2008 (*), sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la Commission royale des monuments et des sites ou de l'intervention d'un architecte", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 30 juillet 2008.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Le texte en projet ne comporte aucune disposition ayant pour objet de mettre en oeuvre les habilitations conférées au Gouvernement bruxellois par l'article 177, § 3, alinéa 2, et par l'article 207, § 1er, alinéa 5, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après CoBAT).

À ce propos, la première déléguée du Gouvernement a exposé :

> "La référence aux articles 177, § 3, al. 2 et 207, § 1er, al. 5, dans le préambule et l'intitulé du projet d'arrêté se justifient par le fait que le titre III de l'arrêté du 12 juin 2003 [déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la Commission Royale des Monuments et des Sites ou de l'intervention d'un architecte] n'est pas abrogé, contrairement aux autres dispositions du même arrêté (voir l'article 24 de l'arrêté en projet). Le titre III de l'arrêté de 2003 concerne les actes et travaux qui sont dispensés de l'avis de la Commission Royale des Monuments et Sites. La formulation de l'intitulé et du préambule nous paraît donc pouvoir être conservée."

Cette façon de procéder ne peut être admise. En effet, ce n'est pas le texte en projet mais le titre III de l'arrêté précité du 12 juin 2003, qui procure exécution à l'article 177, § 3, alinéa 2, et à l'article 207, § 1er, alinéa 5, du CoBAT.

Par conséquent, l'intitulé de l'arrêté en projet sera revu de sorte qu'il ne mentionne plus l'avis de la commission royale des monuments et des sites.

Par ailleurs, les dispositions précitées ne doivent pas être visées au préambule du projet dont l'alinéa 2 sera revu en conséquence.

.../...

Enfin, il y a lieu d'omettre l'article 1er, 5/, et de revoir le 8/ compte tenu de l'observation 4 ci-après.

2. Il résulte de l'article 98, § 2, de l'article 154 et de l'article 177, § 3, alinéa 1er, du CoBAT, que des travaux ou des actes ne peuvent être dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou de l'avis du collège des bourgmestre et échevins qu'en raison de la "minime importance" de ces travaux ou actes.

On peut se demander si cette condition est remplie dans tous les cas.

Ainsi, à titre d'exemples, l'article 2 retient, en tant qu'actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de manière tout à fait générale, "les actes et travaux exécutés sous le niveau du sol et les travaux de déblais et remblais à réaliser dans le cadre de la législation relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués". Or, le Conseil d'État n'aperçoit pas comment il peut être considéré, par principe, que, dans tous les cas et indépendamment de l'étendue et de la gravité de la pollution concernée - laquelle dépendra notamment de la ou des substances en cause - des actes et travaux tels que ceux ici visés sont, par nature, de "minime importance".

De même, l'article 3 énumère, parmi les actes et travaux en voirie dispensés de permis d'urbanisme, "la pose, le renouvellement ou le déplacement des dispositifs d'évacuation d'eau tels que (...) (des) collecteurs de moins de 1,25 mètre de diamètre intérieur", ou encore "la pose, le renouvellement ou le déplacement des câbles, conduites et canalisations situés dans l'espace public", sans autre précision. Dans certains cas, la réalisation de tels travaux ne pourra être qualifiée "de travaux de minime importance" (1).

Dans le même ordre d'idées et à titre d'exemple également, l'on relève que selon l'article 15, 1/, en projet, sont dispensés selon le cas de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'"avis de la commune", "les actes et travaux pour lesquels un règlement

---

(1) Pour une observation similaire, voir l'avis 34.646/4, donné le 18 mars 2003, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juin 2003 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la Commission Royale des Monuments et des Sites ou de l'intervention d'un architecte.

d'urbanisme impose un permis, alors qu'il n'est pas imposé par le CoBAT". Or, le Gouvernement ne peut préjuger de ce que tout acte ou tous travaux pour lequel un règlement d'urbanisme imposerait ou imposera un permis pourront être qualifiés d'"actes et travaux de minime importance" [(2)].

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article 6, 2/, l'article 9, 2/, l'article 15, 2/, et l'article 18, 2/, du projet, qui considèrent comme étant de minime importance des actes et travaux qui ne requièrent ni l'avis de la commission de concertation ni des mesures particulières de publicité, "ou ne les nécessitent qu'en application des prescriptions d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan particulier d'affectation du sol".

3. Sous peine de violer le principe de l'égalité devant la loi, les distinctions qui résultent de l'arrêté en projet entre les actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de l'"avis de la commune" ou de l'intervention d'un architecte et ceux qui ne bénéficient pas d'une telle dispense doivent reposer sur des critères justifiés par des motifs pertinents au regard des objectifs qui doivent être poursuivis en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Il appartient au Gouvernement d'être en mesure de justifier les différences de traitement opérées [(3)].

4. Les intitulés d'un texte normatif et de ses subdivisions tels les titres, chapitres, sections et sous-sections, n'ont pas, eux-mêmes, de valeur normative.

Ils ne peuvent donc comporter de règles qui ne se retrouvent pas, par ailleurs, dans le dispositif lui-même du texte. Il s'ensuit que, par exemple, l'intitulé d'un titre ou d'un chapitre ne peut en définir le champ d'application. C'est à une disposition qui figurera en tête de la subdivision concernée qu'il appartient de définir celui-ci.

---

(2) Idem.

(3) Idem.

Au regard de la règle ainsi rappelée, l'arrêté en projet est sujet à critique. En effet, la plupart des intitulés des subdivisions du texte entendent définir le champ d'application de celles-ci, sans qu'une disposition de la subdivision elle-même le définisse.

Le texte en projet doit être complété de sorte qu'une disposition insérée en tête de chaque subdivision en précise le champ d'application (4).

5. Plusieurs des termes qu'utilise l'arrêté en projet, demandent à être définis de manière précise. Il en va notamment ainsi des notions de "commerce", de "logement", d'"équipement d'intérêt collectif ou de service public", d' "entreprise de service intellectuel exercée de manière isolée", de "personnel d'exécution", de "dispositifs techniques ou décoratifs usuels à usage domestique", de "zone de parcs", ou de "zone de cimetière".

Lorsqu'un concept utilisé dans l'arrêté en projet l'est également dans les prescriptions urbanistiques du plan régional d'affectation du sol ou dans le règlement régional d'urbanisme, il convient, dans un souci de sécurité juridique et de cohérence, de lui donner la même définition que celle que prévoit le glossaire des principaux termes utilisés dans les prescriptions urbanistiques du plan ou le règlement régional d'urbanisme (5).

Observations particulières

Dispositif

Article 5

L'article 98, § 1er, alinéa 1er, 5/, du CoBAT soumet à permis d'urbanisme notamment les changements d'utilisation de tout ou partie d'un bien même si cette modification ne nécessite pas de travaux mais pour autant qu'elle figure sur une liste arrêtée par le Gouvernement.

---

(4) Idem.

(5) Idem.

Le Gouvernement a fixé cette liste par arrêté du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme.

Les seuls changements d'utilisation soumis à permis sont ceux énumérés à cet arrêté.

Dans cette mesure, la section de législation n'aperçoit pas la logique et la cohérence du 2/ de la disposition à l'examen qui dispense de permis d'urbanisme les travaux de transformation intérieurs ou les travaux d'aménagement de locaux pour autant notamment qu'ils "ne s'accompagnent pas d'un changement d'utilisation ou de destination autres que ceux dispensés de permis à l'article 8".

Il serait plus adéquat et plus conforme à l'article 98, § 1er, alinéa 1er, 5/, du CoBAT, de prévoir que les travaux concernés sont dispensés de permis pour autant qu'ils "ne s'accompagnent pas d'un changement d'utilisation soumis à permis ou d'un changement de destination autres que ceux dispensés de permis à l'article 8" (6).

Article 8

1. L'article 8, 2/, comporte une énumération non exhaustive qui figure entre parenthèses dans la disposition à l'examen.

Cette manière de s'exprimer ne convient pas dans un texte réglementaire. Il appartient au Gouvernement de mentionner tous les éléments qu'il souhaite viser (7).

La même observation vaut pour l'article 14, 4/.

(6) Idem.

(7) Idem.

2. Au 2/ également, l'on se demande ce que signifient précisément les termes "certaines pièces destinées au logement": suffit-il d'une seule pièce, de deux pièces ? L'hypothèse où toutes les pièces destinées au logement seraient concernées sauf une est-elle visée ?

Cette disposition devrait être précisée afin de faire apparaître clairement l'intention de l'auteur du projet [8].

Article 9

Pour les motifs déjà exposés dans l'observation relative à l'article 5, à la phrase liminaire de l'article 9 du projet, il convient de remplacer les mots "Les changements de destination ou d'utilisation" par les mots "Les changements de destination et les changements d'utilisation soumis à permis".

Article 10

Pour les motifs déjà exposés dans l'observation relative à l'article 5, il convient de faire mention de la "modification de l'utilisation soumise à permis" et non de la "modification de l'utilisation".

Article 12

À la phrase liminaire de l'article 12 du projet, les mots "non dispensée de permis en vertu de l'article 11" doivent être insérés entre les mots "sans reconstruction" et les mots "est dispensée de l'avis".

---

[8] Idem.

Article 14

Il convient de remplacer l'indication "art. 5*bis*/" par celle "6/" et revoir la suite de la numérotation du projet.

Article 17

Il convient de remplacer la référence faite aux articles 23 et 29 de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier par une référence faite aux articles 228 et 237 du CoBAT.

Article 20

L'article 20 du projet dispense de permis d'urbanisme certains actes et travaux notamment à la condition "qu'ils ne so[ient] pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection".

Dans le même temps, il faut relever que cet article 20 figure dans le Titre II du projet, lequel est précisément intitulé "Dispositions applicables aux biens ne faisant pas l'objet d'une mesure de protection".

Compte tenu de ces éléments, il est renvoyé à l'observation générale 4.

Observation finale

Il y a lieu de revoir entièrement la ponctuation du projet.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph.	HANSE,	président de chambre,
	P.	LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Ph. HANSE

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.046/2/V
VAN 8 SEPTEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 30 juli 2008 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 15 september 2008 (*), van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente of van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen of van de medewerking van een architect", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij e-mail van 30 juli 2008.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De ontworpen tekst bevat geen enkele bepaling die strekt tot de tenuitvoerlegging van de machtigingen die aan de Brusselse Regering zijn verleend bij artikel 177, § 3, tweede lid, en bij artikel 207, § 1, vijfde lid, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna te noemen het BWRO).

In dat verband heeft de eerste gemachtigde van de regering het volgende uiteengezet :

> "La référence aux articles 177, § 3, al. 2 et 207, § 1er, al. 5, dans le préambule et l'intitulé du projet d'arrêté se justifient par le fait que le titre III de l'arrêté du 12 juin 2003 [déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la Commission Royale des Monuments et des Sites ou de l'intervention d'un architecte] n'est pas abrogé, contrairement aux autres dispositions du même arrêté (voir l'article 24 de l'arrêté en projet). Le titre III de l'arrêté de 2003 concerne les actes et travaux qui sont dispensés de l'avis de la Commission Royale des Monuments et Sites. La formulation de l'intitulé et du préambule nous paraît donc pouvoir être conservée."

Die handelwijze kan niet worden aanvaard. Immers, niet de ontworpen tekst maar titel III van het voormelde besluit van 12 juni 2003 geeft uitvoering aan artikel 177, § 3, tweede lid, en artikel 207, § 1, vijfde lid, van het BWRO.

Bijgevolg dient het opschrift van het ontworpen besluit aldus te worden herzien dat daarin geen melding meer wordt gemaakt van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

.../...

Voorts behoort naar de voornoemde bepalingen niet te worden verwezen in de aanhef van het ontwerp, waarvan het tweede lid dienovereenkomstig behoort te worden herzien.

Ten slotte dient in artikel 1 onderdeel 5/ te vervallen en behoort onderdeel 8/ te worden herzien in het licht van opmerking 4 die hierna wordt gemaakt.

2. Uit artikel 98, § 2, artikel 154 en artikel 177, § 3, eerste lid, van het BWRO, blijkt dat werken of handelingen niet mogen worden vrijgesteld van de stedenbouwkundige vergunning, van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van het college van burgemeester en schepenen, dan wegens de "geringe omvang" van die werken of handelingen.

De vraag rijst of aan die voorwaarde in alle gevallen voldaan is.

Zo bijvoorbeeld worden in artikel 2 op volstrekt algemene wijze als van de stedenbouwkundige vergunning vrijgestelde handelingen en werken vermeld "de ondergronds uitgevoerde handelingen en werken en de werken van uitgraving en aanaarding uit te voeren in het kader van de wetgeving betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems". De Raad van State ziet evenwel niet in hoe er principieel van uit kan worden gegaan dat, in alle gevallen en los van de omvang en de ernst van de verontreiniging in kwestie - welke inzonderheid zal afhangen van de betrokken stof of stoffen -, handelingen en werken zoals die waarvan hier sprake is, uit de aard der zaak "van geringe omvang" zijn.

Zo ook somt artikel 3 op als handelingen en werken aan wegen vrijgesteld van de stedenbouwkundige vergunning, "de plaatsing, vernieuwing of verplaatsing van de inrichtingen voor waterafvoer zoals (...) collectoren van minder dan 1,25 m binnendiameter", of verder "de plaatsing, vernieuwing of verplaatsing van kabels, buizen en leidingen die zich in de openbare ruimte bevinden", zonder verdere verduidelijking.

In bepaalde gevallen kan de uitvoering van zulke werkzaamheden niet worden omschreven als "werken van geringe omvang" [(1)].

In dezelfde gedachtegang en eveneens bij wijze van voorbeeld wordt erop gewezen dat volgens het ontworpen artikel 15, 1/, vrijgesteld zijn, naargelang het geval, van het advies van de gemachtigde ambtenaar of "van de gemeente", "de handelingen en werken waarvoor een vergunning wordt opgelegd door een stedenbouwkundige verordening, terwijl dit niet het geval is voor het BWRO". De Regering mag er evenwel niet van uitgaan dat handelingen of werken waarvoor bij een stedenbouwkundige verordening een vergunning zou of zal worden opgelegd, kunnen worden aangemerkt als "handelingen en werken van geringe omvang" [(2)].

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 6, 2/, artikel 9, 2/, artikel 15, 2/, en artikel 18, 2/, van het ontwerp, waarin handelingen en werken als van geringe omvang worden beschouwd die noch het advies van de overlegcommissie noch de speciale regelen van openbaarmaking vereisen of (waarvoor) deze slechts vereist zijn in toepassing van de voorschriften van een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening of een bijzonder bestemmingsplan".

3. Om te voorkomen dat het beginsel van de gelijkheid voor de wet wordt geschonden, dienen de verschillen die uit het ontworpen besluit blijken en die voorkomen tussen enerzijds de handelingen en werken vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning, het advies van de gemachtigde ambtenaar, "het advies van de gemeente" of de medewerking van een architect en anderzijds de werken en handelingen die niet een dergelijke vrijstelling genieten, op criteria te steunen die gerechtvaardigd worden door motieven die ter zake dienend zijn uit het oogpunt van de doelstellingen die nagestreefd moeten worden inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening.

---

(1) Voor een soortgelijke opmerking, zie advies 34.646/4, gegeven op 18 maart 2003 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juni 2003 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente of van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen of van de medewerking van een architect.

(2) Idem.

De Regering moet in staat zijn om deze verschillende behandelingen te rechtvaardigen [(3)].

4. De opschriften van een regelgevende tekst en de onderverdelingen ervan zoals titels, hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen, hebben zelf geen regelgevende waarde.

Ze mogen dus geen regels bevatten die niet reeds in het dispositief zelf van de tekst opgenomen zijn. Hieruit volgt dat bijvoorbeeld in het opschrift van een titel of van een hoofdstuk niet het toepassingsgebied ervan mag worden omschreven. Het toepassingsgebied dient te worden omschreven in een bepaling die vooraan in de betrokken onderverdeling opgenomen wordt.

In het licht van de wederom genoemde regel is het ontworpen besluit vatbaar voor kritiek. De meeste opschriften van de onderverdelingen van de tekst strekken er immers toe het toepassingsgebied van deze onderverdelingen te omschrijven, zonder dat een bepaling van de onderverdeling zelf dit toepassingsgebied omschrijft.

De ontworpen tekst dient zo te worden aangevuld dat het toepassingsgebied omschreven wordt in een bepaling die vooraan in elke onderverdeling ingevoegd wordt [(4)].

5. Verschillende termen die gebruikt worden in het ontworpen besluit dienen nauwkeurig omschreven te worden. Dit is inzonderheid het geval met de begrippen "handelszaak", "woning", "voorziening van collectief belang of van openbare diensten", "afzonderlijk uitgeoefend bedrijf voor intellectuele dienstverlening", "uitvoeringspersoneel", "technisch of decoratief materieel voor huishoudelijk gebruik", "parkgebied" of "begraafplaatsgebied".

---

(3) Idem.

(4) Idem.

Wanneer eenzelfde concept gebruikt wordt in zowel het ontworpen besluit als in de stedenbouwkundige voorschriften van het gewestelijk bestemmingsplan of in de gewestelijke stedenbouwkundige verordening, behoort dit concept ter wille van de rechtszekerheid en de samenhang dezelfde begripsomschrijving te krijgen als die welke staat in de lijst der belangrijkste termen die gebruikt worden in de stedenbouwkundige voorschriften van het plan of in de gewestelijke stedenbouwkundige verordening [(5)].

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 5

Artikel 98, § 1, eerste lid, 5/, van het BWRO schrijft een stedenbouwkundige vergunning voor, onder meer als het gebruik van een goed geheel of gedeeltelijk gewijzigd wordt, zelfs als die wijziging geen werken vereist, maar voor zover ze is opgenomen in een door de Regering vastgestelde lijst.

De Regering heeft die lijst opgemaakt bij besluit van 12 december 2002 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik.

De enige wijzigingen van gebruik waarvoor een vergunning vereist is, worden opgesomd in dit besluit.

In dit opzicht is het de afdeling wetgeving niet duidelijk wat de logische samenhang is van onderdeel 2/ van de onderzochte bepaling, waarbij vrijstelling van een stedenbouwkundige vergunning wordt verleend voor de verbouwingswerken binnen het gebouw of de werken voor de inrichting van lokalen voor zover ze inzonderheid "niet gepaard gaan met een verandering van gebruik of van bestemming, andere dan deze die vrijgesteld zijn van vergunning in artikel 8".

---

(5) Idem.

Het zou adequater en meer conform artikel 98, § 1, eerste lid, 5/, van het BWRO zijn te bepalen dat de betrokken werken vrijgesteld zijn van een vergunning voor zover die werken "niet gepaard gaan met een aan vergunning verbonden verandering van gebruik of met een verandering van bestemming, andere dan die welke vrijgesteld zijn van vergunning in artikel 8" [(6)].

Artikel 8

1. In artikel 8, 2/, wordt een niet-uitputtende opsomming gegeven die in de voorliggende bepaling tussen haakjes weergegeven wordt.

Deze wijze van formulering past niet in een regelgevende tekst. De regering behoort alle zaken te vermelden die ze wenst te noemen [(7)].

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14, 4/.

2. Ook in onderdeel 2/ is niet echt duidelijk wat bepaaldelijk de betekenis is van de woorden "bepaalde, voor huisvesting bestemde kamers" : is één kamer voldoende, of twee ? Wordt het geval bedoeld waarin het zou gaan om alle kamers bestemd voor huisvesting, behalve één ?

Die bepaling zou moeten worden gepreciseerd om de bedoeling van de steller van het ontwerp te verduidelijken [(8)].

---

(6) Idem.

(7) Idem.

(8) Idem.

Artikel 9

Om de redenen die reeds uiteengezet zijn in de opmerking betreffende artikel 5, dienen in de inleidende zin van artikel 9 van het ontwerp de woorden "De bestemmingswijzigingen of gebruikswijzigingen" vervangen te worden door "Wijzigingen van bestemming en wijzigingen van gebruik waarvoor een vergunning vereist is".

Artikel 10

Om de redenen die reeds uiteengezet zijn in de opmerking betreffende artikel 5 dient "wijziging van gebruik waarvoor een vergunning vereist is" te worden geschreven, en niet "wijziging van gebruik".

Artikel 12

In de inleidende zin van artikel 12 van het ontwerp moeten de woorden "waarvoor geen vrijstelling van vergunning geldt krachtens artikel 11," ingevoegd worden tussen de woorden "zonder wederopbouw" en de woorden "wordt vrijgesteld van het advies".

Artikel 14

De vermelding "Art. 5bis/" moet vervangen worden door de vermelding "6/" en de opsomming van het ontwerp moet voorts worden vernummerd.

Artikel 17

De verwijzing naar de artikelen 23 en 29 van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed moet vervangen worden door een verwijzing naar de artikelen 228 en 237 van het BWRO.

.../...

Artikel 20

In artikel 20 van het ontwerp worden bepaalde handelingen en werken vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning onder andere op voorwaarde dat "ze (niets uitstaande) hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is".

Tezelfdertijd dient erop gewezen te worden dat dat artikel 20 staat in Titel II van het ontwerp, waarvan het opschrift uitgerekend luidt als volgt : "Bepalingen die van toepassing zijn op goederen die niet het voorwerp zijn van een beschermingsmaatregel."

Gelet op die gegevens wordt verwezen naar algemene opmerking 4.

Slotopmerking

De interpunctie van het hele ontwerp behoort te worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph.	HANSE,	kamervoorzitter,
	P.	LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Ph. HANSE